



## La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 199 du 5 juin 2020

### Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
<b>Nombre de cas</b>	43 897	11 875	8 504	6 941	1 806
<b>Cas/10 000 hab</b>	42,91	21,20	15,75	12,62	50,17
<b>Nombre de décès</b>	4 639	586	238	322	10
<b>Décès/10 000 hab</b>	4,53	1,05	0,44	0,58	0,28
<b>Décès/cas</b>	10,57%	4,94%	2,80%	4,64%	0,55%

Chiffres du 5 juin 2020 à 18h

**Des perspectives de relance verte dans les pays nordiques.** Les États nordiques s'engagent en faveur d'une relance verte européenne et se mobilisent en faveur d'un Green Deal ambitieux, en dépit de mesures nationales peu orientées vers la transition écologique depuis le début de la crise (absence d'éco-conditionnalité des aides accordées, soutien norvégien massif au secteur pétrolier, etc.). Très récemment, des mesures de relance verte voient le jour dans la zone nordique, telles que le programme du gouvernement danois pour la rénovation verte des logements sociaux estimé à 4 Mds€, et son nouveau plan climat qui prévoit de tripler la production éolienne offshore d'ici 2030 (13 Mds€ d'investissements incluant la construction de deux îles énergétiques innovantes de 4 GW), l'objectif du gouvernement norvégien de maintenir le prix du carbone pour l'industrie et son nouveau plan de relance verte de 350 M€ annoncé le 29 mai, et en Suède le crédit d'impôt de 50% sur les bornes de recharges de véhicules électriques des particuliers et le projet d'introduire des garanties publiques vertes.

### Danemark

**Mesures de soutien à l'export.** Le ministre des Affaires étrangères, Jeppe Kofod, a dévoilé le contenu spécifique du paquet d'aides de 225 MDKK (30 M€), voté le 18 avril, pour soutenir les exportations danoises et l'investissement étranger au Danemark :

- conseils à l'exportation : forte réduction du prix horaire facturé aux entreprises pour bénéficier des prestations de conseil du ministère des Affaires étrangères et des ambassades ;
- mise en place d'une « unité d'urgence » qui recherchera et conseillera gratuitement les PME qui rencontreraient des difficultés liées à la crise du covid-19 (accès aux marchés internationaux, questions douanières etc...) ;
- promotion des exportations : en 2021, le budget destiné à financer la promotion des entreprises danoises, notamment la participation à des foires et salons, doublera pour un total de 70 MDKK (9,4 M€) ;
- renforcement des efforts pour attirer - et retenir - les IDE (investissements étrangers) créateurs d'emploi et d'innovation au Danemark.

**Face à la crise du covid-19, l'État danois va devoir trouver 207 Mds DKK (28 Mds€) supplémentaires.** Les besoins de financement de l'État ont augmenté considérablement en 2020 en raison des programmes massifs d'aide et de soutien à l'économie, mais aussi d'une croissance plus faible entraînant une forte baisse des recettes fiscales. Ces besoins seront couverts par des emprunts ou par des prélèvements sur le compte du gouvernement auprès de la Banque nationale du Danemark, selon un communiqué du ministère des Finances.

**Certaines banques pourraient s'effondrer en cas de récession prolongée, d'après une étude de la Banque nationale du Danemark.** Bien que les banques du pays soient mieux préparées qu'avant la crise financière de 2008, il existe un risque d'effondrement des banques moyennes. Elles pourraient en effet manquer d'environ 3 Mds DKK (400 M€) pour répondre aux exigences de fonds propres (plus de la moitié d'entre elles ne sont pas classées comme banques d'importance systémique). Cependant, la Banque nationale estime que la stabilité financière globale ne serait pas affectée si des petites ou moyennes banques devaient être mises en faillite à la suite de la crise.

### Finlande

**Le gouvernement finlandais prépare la sortie de crise.** Le gouvernement prévoit une 4<sup>ème</sup> rallonge budgétaire dont le montant s'élève à 5,5 Mds€. L'effort a été porté en priorité sur les communes et les districts hospitaliers (1,4 Md€), dont les finances ont été fragilisées en raison de la hausse des coûts sociaux et de santé. En outre, cette nouvelle proposition de budget rectificatif entend renforcer les perspectives de croissance à long terme du pays, en accordant 1,3 Md€ à des projets d'infrastructures de transport, 450 M€ au développement du cluster des batteries, ou encore 124 M€ afin d'augmenter le nombre de places dans l'éducation supérieure. Par ailleurs, le groupe de travail dirigé par le secrétaire d'Etat Martti Hetemäki a remis son second rapport au gouvernement, après un premier rapport publié début mai sur la stratégie d'allègement des restrictions à mettre en œuvre. Ce second rapport souligne la nécessité de



La quinzaine nordique – 5 juin 2020 © DG Trésor

maintenir les réformes structurelles et trace les grandes lignes des mesures de relance et de gestion d'après-crise qui seront discutées au sein des ministères afin d'établir une feuille de route présentée au gouvernement à la mi-juin.

**9 000 travailleurs agricoles saisonniers seront accueillis en Finlande.** Le gouvernement a décidé de lever les restrictions à l'entrée pour 4 500 travailleurs agricoles supplémentaires à partir de début juin. Ils viendront renforcer les 4 500 saisonniers, originaires notamment d'Europe de l'Est, dont l'arrivée avait déjà été autorisée. L'autorisation d'entrer sur le territoire finlandais reste soumise à la condition que leur contribution soit absolument nécessaire et qu'une quarantaine de 15 jours soit respectée à leur arrivée. 16 000 saisonniers étrangers devaient être accueillis en Finlande avant la mise en place des restrictions aux frontières.

**Neste prépare un investissement pour renforcer sa capacité en biocarburants.** Selon le directeur Energies renouvelables de la société Neste, Matti Lehmus, l'entreprise envisage de construire une nouvelle usine dédiée aux combustibles renouvelables. Ce projet industriel pourrait être implanté en Europe, les villes de Porvoo (Finlande) ou Rotterdam ayant été mentionnées, mais un établissement hors d'Europe n'est pas à exclure. La décision de Neste devrait intervenir fin 2021, pour une ouverture en 2025. Une extension d'un site déjà existant à Singapour devrait en augmenter la capacité de 1,3 Mt, portant la capacité totale de l'entreprise en biocarburants à 4,5 Mt à mi-2022. Ce nouveau projet récemment annoncé aurait une capacité de 1,3 Mt et porterait ainsi la production totale de biocarburants à 5,8 Mt. En outre, Neste examine la possibilité d'augmenter la capacité de production en combustible d'aviation de son site à Rotterdam.

## Islande

**Plus de 60% des Islandais estiment que le gouvernement devrait prendre en compte les enjeux liés au changement climatique de façon aussi sérieuse que ceux liés à la pandémie de covid-19.** Cette idée est surtout partagée parmi les jeunes, les diplômés universitaires, les personnes à faible revenu et les résidents de la région de la capitale. Suite à ce sondage réalisé par Gallup pour Landvernd, une ONG islandaise de défense de l'environnement, la mairie de Reykjavik a adopté un nouveau « Green plan » pour les 10 prochaines années. Ce plan met l'accent sur le développement de systèmes de transport durables, du secteur de l'écotourisme ainsi que l'investissement dans des quartiers verts, l'innovation verte et les emplois verts.

**L'avenir d'Icelandair reste incertain.** Dans la perspective d'un redémarrage de ses activités, la compagnie négocie de nouvelles conventions collectives et prépare le lancement d'une offre publique de vente entre le 29 juin et 2 juillet pour tenter de récupérer entre 120 et 180 M€ d'argent frais. Icelandair, qui a transporté 4,4 M de passagers en 2019, envisage de transporter 800 000 passagers en 2020 et 1,4 M en 2021. Un retour aux niveaux de l'avant-crise n'est cependant pas attendu avant 2024.

**Le gouvernement a reconduit et revu à la hausse le montant de ses mesures de soutien au marché du travail pour un montant estimé à environ 393 M€.** La compensation des salaires des employés au chômage partiel est prolongée de 3 mois, jusqu'au 31 août. L'Etat ne compensera toutefois plus les salaires qu'à 50%. Les entreprises bénéficiant de cette aide ne pourront pas verser de dividendes aux actionnaires, ni procéder à des rachats d'actions ou encore verser des salaires de plus de 19 000€ par mois aux hauts dirigeants lors des deux prochaines années. Cette enveloppe permettra également de couvrir 85% des coûts salariaux des employés pendant leurs préavis de licenciement ou encore de garantir les salaires des personnes placées en quarantaine.

## Norvège

**Le gouvernement a présenté le 29 mai un troisième paquet de crise,** parmi lequel on trouve notamment un système de subventions pour soutenir les réembauches des salariés en chômage partiel, le prolongement du régime d'indemnisation des coûts fixes des entreprises jusqu'au 31 août, la baisse de l'impôt sur la fortune, des paquets d'aide à destination du BTP (4 Mds NOK, 372 M€), du tourisme (250 MNOK, 23 M€), des entreprises saisonnières (250 MNOK, 23 M€), des collectivités locales et du transport public (5,2 Mds NOK, 485 M€), pour la recherche et l'innovation (800 MNOK, 75 M€), ou encore pour la transition verte de l'économie norvégienne (3,6 Mds NOK, 335 M€).

**La construction du câble North Sea Link a débuté mi-mai.** En 2021, la Grande-Bretagne et la Norvège seront reliées par North Sea link, plus grand câble électrique sous-marin du monde (720 km). L'installation du câble, fabriqué par Nexans, a commencé à Suldal, à proximité de Stavanger.

**Kongsberg signe un contrat avec l'armée canadienne.** Le fabricant norvégien de matériel militaire Kongsberg a signé un accord de 500 MNOK (46,5 M€) avec l'armée canadienne pour la livraison de mitrailleuses télécommandées Protector. Ce type de matériel est vendu à 23 pays, dont principalement les Etats-Unis.

**L'utilisation des cartes bancaires en Norvège est en augmentation.** Après une chute de 30% au début de la crise du coronavirus, les Norvégiens payent désormais davantage par carte (+2% par rapport à la même période l'année dernière). Le Vinmonopol et les supermarchés enregistrent les hausses les plus importantes en termes de montant, suivis par les magasins de meubles, les fleuristes, les produits liés aux loisirs et les cosmétiques.

**Le Storting refuse de valider les projets ferroviaires dans le Nord de la Norvège.** La proposition du parti Socialiste



de gauche et du parti du Progrès, soutenue par les centristes, avait pour but la construction de lignes de chemin de fer jusqu'à Tromsø. Le parti Travailleiste estime qu'un chantier de cette envergure (environ 120 Mds NOK soit 11,2 Mds€) doit s'inscrire dans le cadre du prochain plan national sur les transports (NTP). En août dernier, 78% des habitants du Nord du pays s'étaient prononcés en faveur du projet.

**Les membres de NHO sont confiants sur la reprise de l'activité.** 43% des entreprises membres de cette organisation patronale estiment en effet que leur niveau d'activité sera de nouveau normal à la fin de l'année. Au total, 70% des chefs d'entreprises entrevoient de nouveaux recrutements et une hausse de leur chiffre d'affaire à l'horizon 2025. Par ailleurs, NHO appelle de ses vœux une croissance dans le secteur privé et une baisse des dépenses publiques. Le patronat entend également œuvrer pour faire passer le taux de syndicalisation de 50 à 63%.

**La Norges Bank a présenté le 28 mai le contrat de recrutement de Nicolai Tangen** à la tête du Fonds pétrolier. L'homme d'affaires pourra conserver ses participations dans son fonds d'investissements AKO Capitals (qui passent de 66 à 43%), mais deux avocats indépendants joueront un rôle d'intermédiaire pour éviter toute gestion directe. L'organe de contrôle du Storting sur les activités de la Banque de Norvège (*Representantskapet*) étudie désormais les modalités du contrat de recrutement et remettra ses conclusions définitives le 11 juin.

## Suède

**Les dispositions réglementaires visant l'application de la loi suédoise qui encadre la participation de l'État au financement du temps partiel précisent l'incompatibilité du dispositif avec le versement de dividendes, auquel sont désormais assimilés les transferts de bénéfices intra-groupe.** En réaction à la crise du covid-19, le Parlement suédois avait légiféré le 2 avril en faveur d'un nouveau régime de réduction du temps de travail, financé jusqu'à 85% par l'État. L'esprit général de la loi a depuis fait l'objet de précisions d'interprétation, motivées par des considérations éthiques, signalant l'incompatibilité de la candidature d'une entreprise aux aides financières de l'État avec le versement de dividendes, mais aussi avec les transferts de bénéfices intra-groupe. Ce dernier ajustement concerne directement Scania, qui avait prévu un transfert de 590 M€ vers sa holding allemande Traton, filiale du groupe Volkswagen. La critique porte désormais sur l'universalité de ces mesures (la loi et ses dispositions réglementaires sont appliquées à toutes les entreprises privées sans condition de taille ou de statut), susceptible de porter préjudice à un grand nombre de TPE/ PME, dont les dirigeants se rémunèrent selon le régime fiscalement avantageux des dividendes.

**L'Office suédois des statistiques (SCB) a publié les nouveaux chiffres du chômage.** Le taux de chômage (pour la tranche d'âge 15-74 ans) est passé de 7,1% en mars à 8,2% en avril. Le taux de chômage des femmes (7,8%) est inférieur à celui des hommes (8,7%).

**Tele 2 et Ericsson ont activé les premiers réseaux 5G en Suède.** Les personnes disposant d'un téléphone portable compatible 5G, et ayant souscrit un forfait Tele 2 peuvent désormais utiliser la 5G à Stockholm, Göteborg et Malmö. L'opérateur Telia lancera quant à lui son opération 5G à partir de Midsommar.

**La Suède s'oppose à une demande des compagnies aériennes européennes d'assouplir les mesures climatiques** supposées entrer en vigueur l'année prochaine. Le ministre des Transports, Tomas Eneroth, a été le seul ministre européen à refuser la proposition, déclarant que la relance verte de l'économie devrait aussi s'appliquer au secteur aérien.

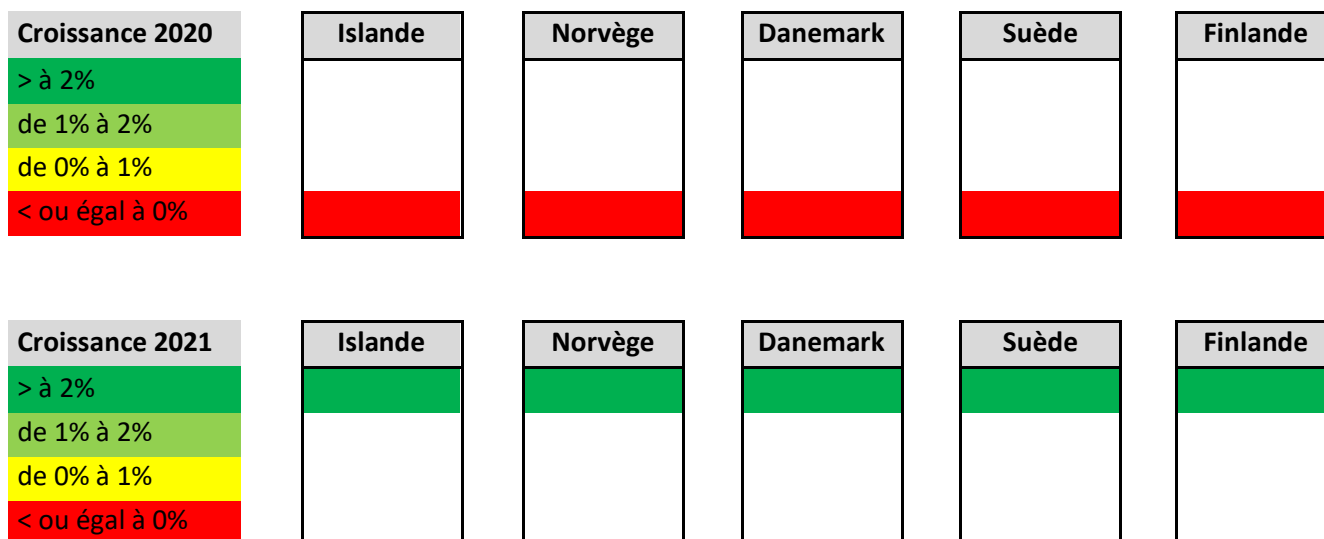
**La commission des Affaires étrangères du Riksdag enjoint le gouvernement à mieux contrôler les investissements étrangers** en Suède, notamment dans les secteurs stratégiques comme la technologie, l'énergie ou le transport. La commission européenne travaille sur un cadre législatif européen qui devrait être décliné dans les États-membres d'ici octobre.

**L'industrie automobile suédoise subit d'importantes pertes liées à la crise covid-19, qui pourraient se répercuter sur les sous-traitants.** Près de 1 400 entreprises sous-traitantes pourraient être durement touchées par la crise si les trois principaux constructeurs, Volvo AB, Scania et Volvo Cars, réduisaient leurs commandes. Les syndicats estiment que 8 000 à 12 000 personnes pourraient perdre leur emploi.



La quinzaine nordique – 5 juin 2020 © DG Trésor

## 1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 5).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-5,3	4,0	-5,5	1,3	-2,0	2,0	-4,0	3,5	-9	5,0
Banque centrale	-	-	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	0,4	1,3	-6,9	4,6	-2,4 à -4,8	2,4
Institut stat./conj****	-3,5 à -5,5	-	-1 à -5	1,1	-5,5	4,7	-7,0	4,8	1,7	2,7
Commission*	-5,9	5,1	-6,3	3,7	-5,5	3,0	-6,1	4,3	-5,0	2,4
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-6,3	2,9	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	1,4	1,4	1,0	0,9	2,0	1,7	1,2	1,2	1,6	2,6
SEB	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	1,8	-6,5	5,0	-	-
Nordea	1,7	-	1,0	0,5	1,8	1,6	0,8	1,8	-	-
Danske Bank	-2,5	2,5	1,0	1,4	2,0	2,1	0,7	1,5	-	-

Source :

\* Prévisions de printemps (mai 2020)

\*\* World Economic Outlook (avril 2020)

\*\*\* Perspectives économiques (novembre 2019)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration




**2. Autres indicateurs macroéconomiques**

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-7,2	-1,8	-7,2	-4,0	7,6	-	-3,8	-1,4	-1,7	-
Commission*	-7,2	-2,3	-7,4	-3,4	4,7	9,2	-5,6	-2,2	-5,9	-2,9
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	0,3	-0,2	-1,4	-1,5	9,1	9,0	0,2	0,1	-1,0	-1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dette publique										
Gouvernement	43,2	41,5	69,1	71,5	-	-	39,9	38,3	-	-
Commission*	44,7	44,6	69,4	69,6	46,7	43,2	42,6	42,5	48,5	48,8
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	0,3	1,3	0,5	1,4	0,3	1,5	0,4	1,1	5,5	4,2
cons. privée*	-6,4	5,9	-7,9	4,9	-7,4	3,3	-5,2	3,4	-5,3	0,2
chômage (BIT)*	6,4	5,7	8,3	7,7	7,1	5,5	9,7	9,3	7,3	6,7

Source :

\* *Prévisions de printemps* (mai 2019)

\*\* *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)

\*\*\* *Perspectives économiques* (novembre 2019)

\*\*\*\* Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

**Code couleur des mises à jour :**

**En gras** : mise à jour sans changement

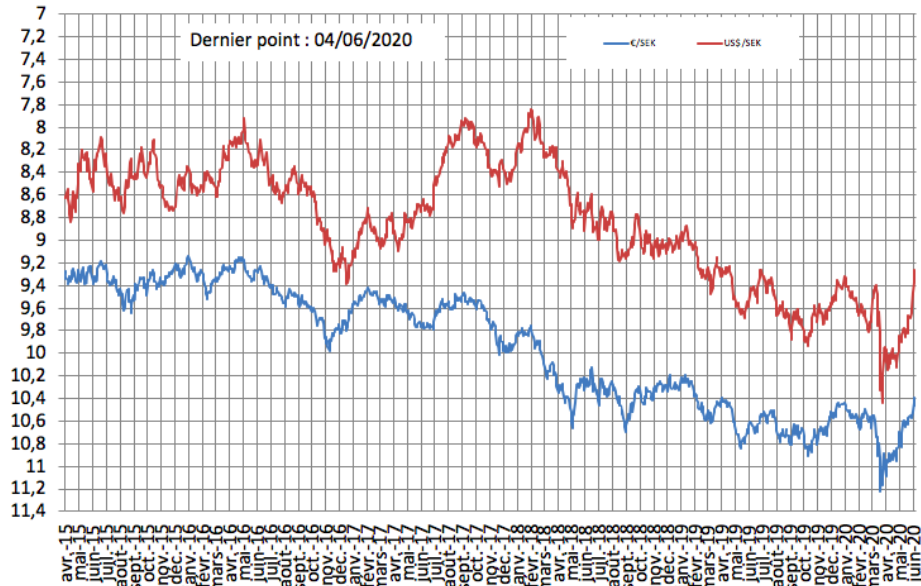
**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration

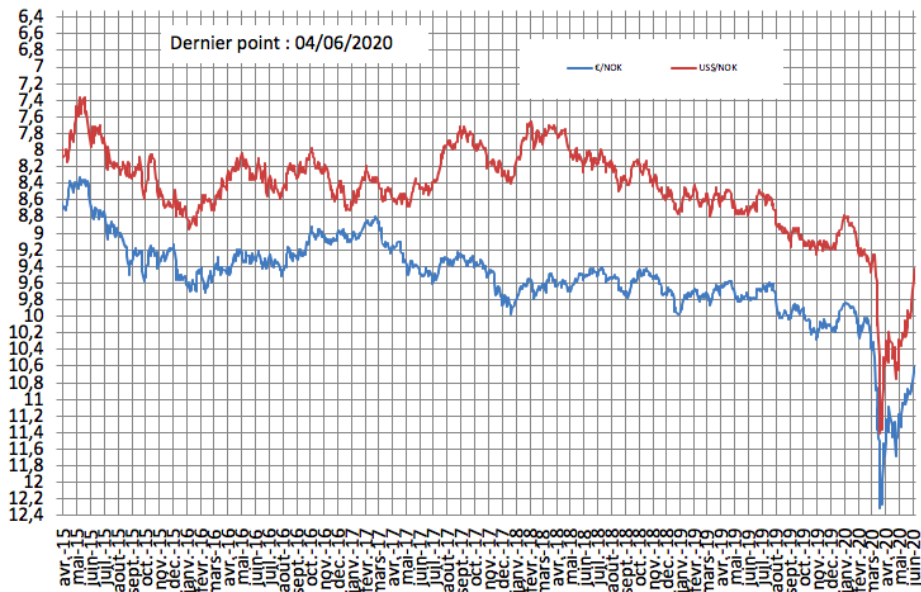


### 3. Evolution des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à [eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr](mailto:eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, J-M. Barrieu), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, J. Grosjean, E.-M. Mounier, P. Charrier).